

CAMERA DEI DEPUTATI

N. 2435

—

DISEGNO DI LEGGE

APPROVATO DAL SENATO DELLA REPUBBLICA

nella seduta del 28 settembre 1978 (Stampato n. 901)

PRESENTATO DAL MINISTRO DEGLI AFFARI ESTERI
(FORLANI)

DI CONCERTO COL MINISTRO DEI TRASPORTI
E « AD INTERIM » DELLA MARINA MERCANTILE
(RUFFINI)

—

Adesione alla Convenzione internazionale sulla sicurezza
dei contenitori (CSC), con allegati, adottata a Ginevra
il 2 dicembre 1972, e sua esecuzione

*Trasmesso dal Presidente del Senato della Repubblica alla Presidenza della Camera
il 29 settembre 1978*

DISEGNO DI LEGGE

ART. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato ad aderire alla Convenzione internazionale sulla sicurezza dei contenitori (CSC), con allegati, adottata a Ginevra il 2 dicembre 1972.

ART. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla Convenzione di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo VIII della Convenzione stessa.

ART. 3.

Con decreto del Presidente della Repubblica, su proposta del Ministro dei trasporti, di concerto con i Ministri degli affari esteri e della marina mercantile, saranno emanate le norme regolamentari per l'attuazione della presente legge entro sei mesi dalla sua entrata in vigore.

CONVENTION
INTERNATIONALE SUR LA SECURITE DES CONTENEURS (CSC)

PRÉAMBULE

Les parties contractantes

Reconnaissant qu'il importe de maintenir un degré élevé de sécurité de la vie humaine lors de la manutention, du gerbage et du transport des conteneurs,

Conscientes, de la nécessité de faciliter les transports internationaux par conteneurs,

Reconnaissant à cet égard les avantages qu'il y aurait à officialiser des prescriptions internationales communes en matière de sécurité,

Considerant que le meilleur moyen de parvenir à cette fin est de conclure une Convention,

Ont décidé d'officialiser les règles de construction des conteneurs destinées à garantir la sécurité de leur manutention, de leur gerbage et de leur transport dans des conditions normales d'exploitation, et à cet effet,

Sont convenues des dispositions suivantes:

Article premier

Obligation générale aux termes de la présente Convention

Les Parties Contractantes s'engagent à donner effet aux dispositions de la présente Convention et de ses Annexes, qui font partie intégrante de la présente Convention.

Article II

Définitions

Aux fins de la présente Convention, sauf disposition contraire expresse:

1. On entend par « conteneur » un engin de transport:
 - a) de caractère permanent et, de ce fait, assez résistant pour permettre un usage répété;
 - b) spécialement conçu pour faciliter le transport des marchandises, sans rupture de charge, pour un ou plusieurs modes de transport;
 - c) conçu pour être assujéti et/ou manipulé facilement, des pièces de coin étant prévues à cet effet;
 - d) de dimensions telles que la surface délimitée par les quatre angles inférieurs extérieurs soit:
 - i) d'au moins 14 m² (150 pieds carrés) ou
 - ii) d'au moins 7 m² (75 pieds carrés) si le conteneur est pourvu de pièces de coin aux angles supérieurs.

Le terme « conteneur » ne comprend ni les véhicules, ni l'emballage. Il comprend toutefois les conteneurs transportés sur des châssis.

VII LEGISLATURA — DOCUMENTI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI

2. L'expression « pièces de coin » désigne un aménagement d'ouvertures et de faces disposées aux angles supérieurs et/ou inférieurs du conteneur et permettant de le manutentionner, de le gerber et/ou de l'assujettir.

3. Le terme « Administration » désigne le Gouvernement de la Partie Contractante sous l'autorité de laquelle les conteneurs sont agréés.

4. Le terme « agréé » signifie agréé par l'Administration.

5. Le terme « agrément » s'entend de la décision par laquelle une Administration juge qu'un type de construction ou un conteneur offre les garanties de sécurité prévues dans la présente Convention.

6. L'expression « transport international » désigne un transport dont les points de départ et de destination sont situés sur le territoire de deux pays dont au moins l'un est un pays auquel s'applique la présente Convention. La présente Convention s'applique également lorsqu'une partie d'un transport entre deux pays a lieu sur le territoire d'un pays auquel s'applique la présente Convention.

7. Le terme « cargaison » désigne tous les articles et marchandises quelle qu'en soit la nature, transportés dans le conteneurs.

8. Par « conteneur neuf », on entend tout conteneur dont la construction a été entreprise à la date d'entrée en vigueur de la présente Convention ou postérieurement à cette date.

9. Par « conteneur existant », on entend tout conteneur qui n'est pas un conteneur neuf.

10. Par « propriétaire », on entend soit le propriétaire au sens de la législation nationale de la Partie Contractante, soit le locataire à bail ou le dépositaire si les parties à un contrat conviennent que le locataire à bail ou le dépositaire assumera la responsabilité du propriétaire en ce qui concerne l'entretien et l'examen du conteneur conformément aux dispositions de la présente Convention.

11. Par « type de conteneur », on entend le type de construction agréé par l'Administration.

12. Par « conteneur de la série », on entend tout conteneur construit conformément au type de construction agréé.

13. Par « prototype », on entend un conteneur représentatif des conteneurs qui ont été ou qui seront construits dans une même série.

14. L'expression « masse brute maximale de service » ou « R » désigne la masse totale maximale admissible du conteneur et de son chargement.

15. Le terme « tare » désigne la masse du conteneur vide, y compris les accessoires fixés à demeure.

16. L'expression « charge utile maximale admissible » ou « P » représente la différence entre la masse brute maximale de service et la tare.

Article III

Champ d'application

1. La présente Convention s'applique aux conteneurs neufs et existants utilisés pour un transport international, à l'exception des conteneurs spécialement conçus pour le transport aérien.

2. Tout conteneur neuf doit être agréé conformément aux dispositions de l'Annexe I applicables aux essais d'agrément par type ou aux essais d'agrément individuel.

3. Tout conteneur existant doit être agréé conformément aux dispositions pertinentes régissant l'agrément des conteneurs existants énoncées dans l'Annexe I, dans les cinq ans qui suivent la date d'entrée en vigueur de celle-ci.

Article IV

Essais, inspection, agrément et entretien

1. Pour mettre en œuvre les dispositions de l'Annexe I, chaque Administration doit instaurer une procédure efficace d'essais, d'inspection et d'agrément des conteneurs, conformément aux critères établis dans la présente Convention; elle peut toutefois confier ces essais, inspection et agrément à des organisations dûment autorisées par elle.

2. L'Administration qui confie ces essais, inspection et agrément à une organisation doit en informer le Secrétaire général de l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime qui avise les Parties Contractantes.

3. La demande d'agrément peut être adressée à l'Administration de toute Partie Contractante.

4. Tout conteneur doit être maintenu dans un état satisfaisant du point de vue de la sécurité, conformément aux dispositions de l'Annexe I.

5. Si un conteneur agréé ne répond pas aux règles des Annexes I et II, l'Administration intéressée prendra les mesures qu'elle juge nécessaires pour faire en sorte que le conteneur soit conforme auxdites règles ou pour retirer l'agrément.

Article V

Approbation de l'agrément

1. L'agrément accordé aux termes de la présente Convention sous la responsabilité d'une Partie Contractante doit être approuvé par les autres Parties Contractantes pour tout ce qui concerne les objectifs de la présente Convention. Il doit être considéré par les autres Parties Contractantes comme ayant la même valeur que l'agrément accordé par eux.

2. Une Partie Contractante ne doit imposer aucune autre prescription ni aucun autre essai en matière de sécurité de construction des conteneurs auxquels s'applique la présente Convention; toutefois, aucune disposition de la présente Convention n'exclut l'application de réglementations ou lois nationales ou d'accords internationaux prescrivant des règles ou des essais supplémentaires en matière de sécurité de construction des conteneurs spécialement conçus pour le transport de marchandises dangereuses, ou en matière de sécurité de construction des éléments caractéristiques de conteneurs transportant des liquides en vrac, ou en matière de sécurité de construction des conteneurs quand ils sont transportés par air. L'expression « marchandises dangereuses » aura le sens qui lui est donné par les accords internationaux.

Article VI

Contrôle

1. Tout conteneur qui a été agréé en vertu de l'article III est soumis, sur le territoire des Parties Contractantes, au contrôle des fonctionnaires dûment autorisés par ces Parties. Ce contrôle doit

se limiter à la vérification de la présence sur le conteneur, conformément aux dispositions de la présente Convention, d'une plaque valide d'agrément aux fins de la sécurité, à moins qu'on ait la preuve évidente que l'état du conteneur présente un risque manifeste pour la sécurité. Dans ce cas, le fonctionnaire chargé du contrôle ne doit l'exercer que dans la mesure où il est nécessaire pour vérifier, avant que le conteneur soit remis en service, qu'il satisfait de nouveau aux prescriptions en matière de sécurité.

2. Lorsqu'il apparaît que le conteneur ne satisfait plus aux prescriptions en matière de sécurité par suite d'un défaut qui aurait pu exister au moment de son agrément, l'Administration responsable de cet agrément en sera informée par la Partie Contractante qui a décelé le défaut.

Article VII

Signature, ratification, acceptation, approbation et adhésion

1. La présente Convention sera ouverte, jusqu'au 15 janvier 1973, à l'Office des Nations Unies à Genève, puis du 1er février 1973 au 31 décembre 1973, inclusivement, au siège de l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime à Londres (dénommée ci-après « l'Organisation »), à la signature de tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres de l'une de ses institutions spécialisées ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique, ou Parties au Statut de la Cour internationale de Justice, et de tout autre Etat invité par l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies à devenir Partie à la présente Convention.

2. La présente Convention est sujette à ratification, acceptation ou approbation par les Etats signataires.

3. La présente Convention restera ouverte à l'adhésion de tout Etat visé au paragraphe 1.

4. Les instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime (dénommé ci-après le Secrétaire général).

Article VIII

Entrée en vigueur

1. La présente Convention entrera en vigueur douze mois après la date du dépôt du dixième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

2. Pour chaque Etat qui ratifiera, acceptera ou approuvera la présente Convention ou qui y adhèrera après le dépôt du dixième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, la présente Convention entrera en vigueur douze mois après la date du dépôt, par cet Etat, de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

3. Tout Etat qui devient Partie à la présente Convention après l'entrée en vigueur d'un amendement est, faute d'avoir exprimé une intention différente, considéré comme étant:

a) partie à la Convention telle qu'elle a été amendée; et

b) partie à la Convention non amendée au regard de tout Etat Partie à la Convention qui n'est pas lié par l'amendement.

Article IX

Procédure d'amendement de tout ou partie de la présente Convention

1. La présente Convention peut être amendée sur proposition d'une Partie Contractante par l'une des procédures énoncées dans le présent article.

2. Amendement après examen au sein de l'Organisation:

a) Sur la demande d'une Partie Contractante, tout amendement proposé par cette Partie à la présente Convention sera examiné par l'Organisation. S'il est adopté par une majorité des deux tiers des présents et votants au Comité de la sécurité maritime de l'Organisation, aux travaux duquel toutes les Parties Contractantes auront été invitées à participer avec droit de vote, cet amendement sera communiqué à tous les membres de l'Organisation et à toutes les Parties Contractantes six mois au moins avant d'être examiné par l'Assemblée de l'Organisation. Toute Partie Contractante qui n'est pas membre de l'Organisation sera autorisée à participer à ses travaux et à voter quand l'amendement sera examiné par l'Assemblée de l'Organisation.

b) S'il est adopté par une majorité des deux tiers des membres présents et votants de l'Assemblée, et si cette majorité comprend une majorité des deux tiers des Parties Contractantes présentes et votantes, l'amendement sera communiqué par l'Organisation à toutes les Parties Contractantes pour acceptation.

c) Cet amendement entrera en vigueur douze mois après la date à laquelle il aura été accepté par les deux tiers des Parties Contractantes. L'amendement entrera en vigueur pour toutes les Parties Contractantes, à l'exception de celles qui, avant son entrée en vigueur, auront fait une déclaration pour indiquer qu'elles ne l'acceptent pas.

3. Amendement par une conférence:

Sur la demande d'une Partie Contractante appuyée par au moins le tiers des Parties Contractantes, une conférence des gouvernements à laquelle seront invités les Etats visés à l'article VII sera convoquée par le Secrétaire général pour examiner les amendements à la présente Convention.

Article X

Procédure spéciale d'amendement des Annexes

1. Tout amendement aux Annexes proposé par une Partie Contractante sera examiné par l'Organisation à la demande de cette Partie.

2. S'il est adopté par une majorité des deux tiers des présents et votants au Comité de la sécurité maritime de l'Organisation, aux débats duquel toutes les Parties Contractantes auront été invitées à participer avec le droit de vote, et si cette majorité comprend une majorité des deux tiers des Parties Contractantes présentes et votantes, l'amendement sera communiqué par le Secrétaire général à toutes les Parties Contractantes pour acceptation.

3. Cet amendement entrera en vigueur à une date qui sera fixée par le Comité de la sécurité maritime au moment de son adoption, à moins qu'à une date antérieure, que le Comité de la sécurité maritime fixera en même temps, un cinquième des Parties Contractantes, ou cinq Parties Contractantes si ce chiffre est inférieur, aient notifié au Secrétaire général qu'elle élèvent des objections contre ledit amendement. Les dates visées dans le présent paragraphe seront fixées par une majorité des deux tiers des membres présents et votants du Comité de la sécurité maritime, comprenant elle-même une majorité des deux tiers des Parties Contractantes.

4. Dès qu'un amendement entrera en vigueur, il remplacera, pour toutes les Parties Contractantes qui n'ont pas élevé d'objection contre lui, toute disposition antérieure à laquelle il se rapporte; une objection élevée contre cet amendement par une Partie Contractante n'aura pas force obligatoire à l'égard des autres Parties Contractantes pour ce qui est de l'agrément des conteneurs auxquels la présente Convention s'applique.

5. Le Secrétaire général informera toutes les Parties Contractantes et tous les membres de l'Organisation de toute demande ou communication présentée aux termes du présent article et de la date à laquelle tout amendement entrera en vigueur.

6. Lorsque le Comité de la sécurité maritime examine, mais n'adopte pas, une proposition d'amendement aux Annexes, toute Partie Contractante pourra demander la convocation d'une Conférence, à laquelle tous les Etats visés à l'article VII seront invités. Lorsqu'un tiers au moins des autres Parties Contractantes auront notifié leur approbation, le Secrétaire général convoquera une Conférence pour examiner cet amendement aux Annexes.

Article XI

Dénunciation

1. Toute Partie Contractante pourra dénoncer la présente Convention par le dépôt d'un instrument auprès du Secrétaire général. La dénonciation prendra effet un an après la date de ce dépôt auprès du Secrétaire général.

2. Une Partie Contractante qui aura élevé une objection contre un amendement aux Annexes pourra dénoncer la présente Convention et cette dénonciation aura effet à la date d'entrée en vigueur dudit amendement.

Article XII

Extinction

La présente Convention cessera d'être en vigueur si le nombre des Parties Contractantes est inférieur à cinq pendant une période quelconque de douze mois consécutifs.

Article XIII

Règlement des différends

1. Tout différend entre deux ou plusieurs Parties Contractantes concernant l'interprétation ou l'application de la présente Convention qui ne peut être réglé par voie de négociations ou d'une autre manière sera soumis, à la requête de l'une d'entre elles, à un tribunal arbitral composé de la façon suivante: chacune des parties au différend nommera un arbitre et les deux arbitres désigneront un troisième arbitre qui sera le Président du tribunal. Si, trois mois après avoir reçu une requête, l'une des parties n'a pas désigné d'arbitre, ou si les arbitres n'ont pu choisir un président, l'une quelconque de ces parties pourra demander au Secrétaire général de procéder à la nomination de l'arbitre ou du président du tribunal arbitral.

2. La décision du tribunal arbitral constitué conformément aux dispositions du paragraphe 1 aura force obligatoire pour les parties intéressées au différend.

3. Le tribunal arbitral arrêtera son propre règlement intérieur.

4. Les décisions du tribunal arbitral concernant tant la procédure et le lieu de réunion que toute controverse dont il serait saisi seront prises à la majorité.

5. Toute controverse qui pourrait surgir entre les parties au différend au sujet de l'interprétation et de l'exécution de la sentence arbitrale pourra être portée par l'une des parties devant le tribunal arbitral qui a rendu la sentence pour être jugée par lui.

Article XIV

Réserves

1. Les réserves à la présente Convention seront autorisées, à l'exclusion de celles portant sur les dispositions des articles I à VI, de l'article XIII du présent article et des Annexes, à condition que ces réserves soient communiquées par écrit et, si elles le sont avant le dépôt de l'instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, qu'elles soient confirmées dans cet instrument. Le Secrétaire général communiquera ces réserves à tous les Etats visés à l'article VII.

2. Toute réserve communiquée en vertu du paragraphe 1:

a) modifie, pour la Partie Contractante qui l'a formulée, les dispositions de la présente Convention auxquelles cette réserve se rapporte, dans la mesure où elle leur est applicable, et

b) modifie ces dispositions dans la même mesure pour les autres Parties Contractantes dans leurs relations avec la Partie Contractante qui a formulé la réserve.

3. Toute Partie Contractante ayant communiqué une réserve en vertu du paragraphe 1 pourra la retirer à tout moment par notification au Secrétaire général.

Article XV

Notification

Outre les notifications et communications prévues aux articles IX, X et XIV, le Secrétaire général notifiera à tous les Etats visés à l'article VII:

a) les signatures, ratifications, acceptations, approbations et adhésions au titre de l'article VII,
b) les dates d'entrée en vigueur de la présente Convention conformément à l'article VIII,
c) la date d'entrée en vigueur des amendements à la présente Convention, conformément aux articles IX et X,

d) les dénonciations au titre de l'article XI,

e) l'extinction de la présente Convention au titre de l'article XII.

Article XVI

Textes authentiques

L'original de la présente Convention, dont les versions en langues anglaise, chinoise, espagnole, française et russe font également foi, sera déposé auprès du Secrétaire général qui en communiquera des copies certifiées conformes à tous les Etats visés à l'article VII.

EN FOI DE QUOI les plénipotentiaires soussignés, à ce dûment autorisés par leurs gouvernements, ont signé la présente Convention.

FAIT à Genève, le deux décembre mil neuf cent soixante-douze.

Pour le Gouvernement de la République d'Autriche :

WILFRIED PLATZER
(16 mai 1973)

Pour le Gouvernement de la République populaire de Bulgarie :

E. ZAKHARIEV
(12 janvier 1973)

Pour le Gouvernement de la République socialiste soviétique de Biélorussie :

(Traduction) avec réserves
N. JUNKEV
(9 novembre 1973)

Pour le Gouvernement du Canada :

Sous réserve de ratification
JOHN L. MACANGUS
(5 décembre 1972)

Pour le Gouvernement de la République socialiste tchécoslovaque :

Dr. N. ZEMLA
(28 décembre 1973)

Pour le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne :

Sous réserve de ratification
OTTO BARON VON STEMPEL
(5 décembre 1972)

Pour le Gouvernement de la République de Finlande :

Chargé d'affaires a.i. of Finland
RIITTA ORÖ
(20 décembre 1973)

Pour le Gouvernement de la République française :

Le Gouvernement français, conformément aux dispositions de l'article XIV, émet une réserve à l'encontre du 4ème paragraphe de l'article X rédigé comme suit: « une objection élevée contre cet amendement par une Partie Contractante n'aura pas force obligatoire à l'égard des autres Parties Contractantes pour ce qui est de l'agrément des conteneurs auxquels la présente Convention s'applique ». Lorsqu'une objection aura été élevée contre un amendement par une Partie Contractante, les dispositions de cet amendement ne lui seront pas opposables.

Sous réserve d'approbation ultérieure
M. JACQUIER
(13 décembre 1973)

Pour le Gouvernement de la République populaire hongroise :

KUZSOL D.
(10 janvier 1973)

Pour le Gouvernement de la République populaire de Pologne :

E. WISNIEWSKI
(20 décembre 1972)

Pour le Gouvernement de la République de Corée :

(Traduction) sous réserve de ratification

TONG JIN PARK

(11 janvier 1973)

Pour le Gouvernement de la République socialiste de Roumanie :

Sous réserve de ratification; avec déclaration à disposition de l'article VII

PRETOR POPA

(19 décembre 1973)

Pour le Gouvernement de la Confédération suisse :

FÉLIX-CLÉMENT VANEY

(8 décembre 1972)

Pour le Gouvernement de la République turque :

Avec une réserve sur la partie ci-dessous reproduite du 4ème paragraphe de l'article X:
« une objection élevée contre cet amendement par une Partie Contractante n'aura pas force obligatoire à l'égard des autres Parties Contractantes pour ce qui est de l'agrément des conteneurs auxquels la présente Convention s'applique »

A. COSKUN KIRCA

(15 décembre 1972)

Pour le Gouvernement de la République socialiste soviétique d'Ukraine :

(Traduction) avec réserves

N. LUNKOV

(9 novembre 1973)

Pour le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques :

(Traduction) avec réserves

N. LUNKOV

(23 août 1973)

Pour le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord :

L. F. STANDEN

J. L. B. GARCIA

(13 février 1973)

Pour le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique :

(Traduction) sous réserve de ratification

AARON W. REESE

JOHN B. O'LOUGHLIN

(5 décembre 1972)

Pour le Gouvernement de la République fédérative socialiste de Yougoslavie :

(Traduction) sous réserve d'approbation

GASPARI DUSAN

(20 mars 1973)

ANNEXE I

REGLES RELATIVES A L'ESSAI, L'INSPECTION, L'AGREMENT
ET L'ENTRETIEN DES CONTENEURS

CHAPITRE PREMIER

RÈGLES COMMUNES À TOUS LES SYSTÈMES D'AGRÈMENT

Règle 1

— Plaque d'agrément aux fins de la sécurité —

1. Une plaque d'agrément aux fins de la sécurité conforme aux spécifications de l'appendice de la présente Annexe est fixée à demeure sur tout conteneur agréé à un endroit où elle soit bien visible, à côté de toute autre plaque d'agrément délivrée à des fins officielles, et où elle ne puisse pas être aisément endommagée.

2. a) La plaque doit porter les indications suivantes rédigées au moins en anglais ou en français:

« *Agrément CSC aux fins de la sécurité* »

Pays d'agrément et référence de l'agrément

Date de construction (mois et année)

Numéro d'identification du constructeur pour le conteneur ou, dans le cas de conteneurs existants dont on ignore ce numéro, le numéro attribué par l'Administration

Masse brute maximale de service (kilogrammes et livres anglaises)

Charge admissible de gerbage pour 1,8 g (kilogrammes et livres anglaises)

Charge utilisée pour l'essai de rigidité transversale (kilogrammes et livres anglaises).

b) Un espace libre devrait être réservé sur la plaque pour l'insertion des valeurs (facteurs) relatives à la résistance des parois d'extrémité et/ou des parois latérales, conformément au paragraphe 3 de la présente règle et aux essais 6 et 7 de l'Annexe II. Un espace libre devrait également être réservé sur la plaque pour y indiquer, le cas échéant, la date (mois et année) du premier examen d'entretien et des examens d'entretien ultérieurs.

3. Lorsque l'Administration estime qu'un conteneur neuf satisfait, sur le plan de la sécurité, aux dispositions de la présente Convention et que le facteur de résistance des parois d'extrémité ou des parois latérales, ou des deux est conçu pour être supérieur ou inférieur à celui qui est prescrit dans l'Annexe II, ce facteur sera indiqué sur la plaque d'agrément aux fins de la sécurité.

4. La présence de la plaque d'agrément aux fins de la sécurité ne dispense pas de l'obligation d'apposer les étiquettes ou indications qui peuvent être prescrites par les autres règlements en vigueur.

Règle 2

Entretien

1. Il appartient au propriétaire du conteneur de le maintenir dans un état satisfaisant du point de vue de la sécurité.

2. Le propriétaire doit examiner ou faire examiner le conteneur conformément à la procédure prescrite ou approuvée par la Partie Contractante intéressée, à des intervalles compatibles avec les conditions d'exploitation. La date (mois et année) avant laquelle un conteneur doit être examiné pour la première fois doit être indiquée sur la plaque d'agrément aux fins de la sécurité.

3. La date (mois et année) avant laquelle le conteneur devra faire l'objet d'un nouvel examen sera indiquée clairement sur la plaque d'agrément aux fins de la sécurité ou le plus près possible de cette plaque et d'une façon qui soit acceptable pour la Partie Contractante qui a prescrit au approuvé la procédure particulière d'entretien.

4. L'intervalle entre la date de construction et la date du premier examen ne doit pas dépasser cinq ans. L'examen ultérieur des conteneurs neufs et le réexamen des conteneurs existants doivent être effectués à des intervalles ne dépassant pas 24 mois. Tous les examens doivent déterminer si le conteneur a des défauts pouvant présenter un danger pour quiconque.

5. Aux fins de la présente règle, « la Partie Contractante intéressée » s'entend de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle le propriétaire a son domicile ou son siège principal.

CHAPITRE II

RÈGLES RELATIVES A L'AGRÈMENT DES CONTENEURS NEUFS PAR TYPE DE CONSTRUCTION

Règle 3

Agrément des conteneurs neufs

Pour pouvoir être agréé aux fins de la sécurité en vertu de la présente Convention, tout conteneur neuf doit satisfaire aux règles énoncées à l'Annexe II.

Règle 4

Agrément par type de construction

Dans le cas des conteneurs qui ont fait l'objet d'une demande d'agrément, l'Administration examine les plans et assiste à des essais de prototype pour s'assurer que les conteneurs seront conformes aux règles énoncées à l'Annexe II. Lorsqu'elle s'en est assurée, elle fait savoir par écrit au demandeur que le conteneur est conforme aux règles de la présente Convention; cette notification autorise le constructeur à apposer une plaque d'agrément aux fins de la sécurité sur tous les conteneurs de la même série.

Règle 5

Dispositions relatives à l'agrément par type de construction

1. Lorsque les conteneurs doivent être construits en série, la demande d'agrément par type de construction doit être adressée à l'Administration, accompagnée de plans ainsi que des spécifications du type de conteneur qui doit faire l'objet de l'agrément et de toutes autres informations que pourrait demander l'Administration.

2. Le demandeur doit indiquer les marques d'identification qui seront assignées par le constructeur au type de conteneur qui fait l'objet de la demande.

3. La demande doit aussi être accompagnée d'une déclaration du constructeur par laquelle il s'engage:

a) à mettre à la disposition de l'Administration tout conteneur du type de construction en question qu'elle peut vouloir examiner;

b) à informer l'Administration de toute modification concernant la conception ou les spécifications du conteneur, et à n'apposer la plaque d'agrément aux fins de la sécurité qu'après avoir reçu son accord;

c) à apposer la plaque d'agrément aux fins de la sécurité sur chacun des conteneurs des séries agréées et sur aucun autre;

d) à conserver la liste des conteneurs construits conformément au type de construction agréé. Sur cette liste seront indiqués au moins les numéros d'identification attribués par le constructeur aux conteneurs, les dates de livraison des conteneurs et les noms et adresses des personnes auxquelles les conteneurs sont livrés.

4. L'agrément peut être accordé par l'Administration aux conteneurs qui constituent une version modifiée d'un type de construction agréé, si elle juge que les modifications apportées n'ont pas d'effet sur la validité des essais effectués en vue de l'agrément par type de construction.

5. L'Administration ne donnera au constructeur l'autorisation d'apposer la plaque d'agrément aux fins de la sécurité en se fondant sur l'agrément par type de construction que lorsqu'elle se sera assurée que le constructeur a instauré un système de contrôle de la production permettant de garantir que les conteneurs construits par lui seront conformes au prototype agréé.

Règle 6

Examen en cours de construction

Pour s'assurer que tous les conteneurs de la même série sont construits conformément au type de construction agréé, l'Administration doit soumettre à un examen ou à des essais le nombre de conteneurs qu'elle juge nécessaires, à toute étape de la production de la série en question.

Règle 7

Notification adressée à l'Administration

Le constructeur informe l'Administration avant que commence la production de chaque nouvelle série de conteneurs devant être construits conformément à un type de construction agréé.

CHAPITRE III

RÈGLES RELATIVES A L'AGRÉMENT INDIVIDUEL DES CONTENEURS NEUFS

Règle 8

Agrément individuel des conteneurs

L'Administration, après avoir procédé à l'examen et assisté aux essais, peut accorder l'agrément de conteneurs individuels lorsqu'elle juge que le conteneur est conforme aux règles de la présente

Convention; quand l'Administration juge que tel est le cas, elle notifie l'octroi de l'agrément par écrit au demandeur; cette notification autorise celui-ci à apposer sur le conteneur la plaque d'agrément aux fins de la sécurité.

CHAPITRE IV

RÈGLES RELATIVES A L'AGRÉMENT DES CONTENEURS EXISTANTS

Règle 9

Agrément des conteneurs existants

1. Si, dans les cinq ans qui suivent la date d'entrée en vigueur de la présente Convention, le propriétaire d'un conteneur existant présente les renseignements suivants à une Administration:

- a) date et lieu de construction;
- b) numéro d'identification attribué par le constructeur au conteneur, si ce numéro existe;
- c) masse brute maximale de service;
- d)
 - i) preuve que ce type de conteneur a été exploité dans des conditions de sécurité pour les transports maritimes et/ou intérieurs, pendant une période d'au moins deux ans, ou
 - ii) preuve jugée satisfaisante par l'Administration que le conteneur a été fabriqué conformément à un type de construction qui a subi des essais dont il ressort qu'il satisfait aux conditions techniques énoncées à l'Annexe II à l'exception des conditions techniques relatives aux essais de résistance des parois d'extrémité et des parois latérales, ou
 - iii) preuve que le conteneur a été fabriqué conformément à des normes qui, de l'avis de l'Administration, sont équivalentes aux conditions techniques énoncées à l'Annexe II, à l'exception des conditions techniques relatives aux essais de résistance des parois d'extrémité et des parois latérales;
- e) charge admissible de gerbage pour 1,8 (kilogrammes et livres anglaises); et
- f) autres indications requises sur la plaque d'agrément aux fins de la sécurité,

l'Administration, après inspection, fait alors savoir par écrit au propriétaire si l'agrément est octroyé et, dans l'affirmative, cette notification autorise le propriétaire à apposer la plaque d'agrément aux fins de la sécurité, après qu'un examen du conteneur en cause aura été effectué conformément à la Règle 2.

2. Les conteneurs existants, qui ne satisfont pas aux conditions prévues pour pouvoir être agréés en vertu du paragraphe 1. de la présente Règle, peuvent être présentés aux fins d'agrément dans les conditions prévues aux chapitres II et III de la présente Annexe. La prescription de l'Annexe II relative aux essais de résistance des parois d'extrémité et/ou des parois latérales n'est pas applicable à ces conteneurs. L'Administration peut, si elle a acquis la conviction qu'ils ont été en service, renoncer, dans la mesure où elle le juge opportun, à certaines exigences relatives à la présentation de plans et aux essais, exception faite des essais de levage et de résistance du plancher.

APPENDICE

La plaque d'agrément aux fins de la sécurité sera conforme au modèle reproduit ci-après. Elle se présentera sous la forme d'une plaque rectangulaire fixée à demeure, résistant à la corrosion et à l'incendie et mesurant au moins 200 mm sur 100 mm. Elle portera, gravés en creux ou en relief, ou inscrits de manière à être lisibles en permanence, les mots « Agrément CSC aux fins de la sécurité », en caractères d'au moins 8 mm de hauteur; tous les autres caractères et chiffres auront au moins 5 mm de hauteur.

AGRÉMENT CSC AUX FINS DE LA SÉCURITÉ	
1	[GB - L/749/2/7/75]
2	DATE DE CONSTRUCTION
3	NUMÉRO D'IDENTIFICATION
4	MASSE BRUTE MAXIMALE kg - lb
5	CHARGE ADMISSIBLE DE GERBAGE POUR 1,8 g kg - lb
6	CHARGE UTILISÉE POUR L'ESSAI DE RIGIDITÉ kg - lb
7	
8	
9	

≥ 200 mm

100 mm

1) Pays d'agrément et référence de l'agrément comme indiqués dans l'exemple de la ligne 1 (le pays d'agrément devrait être indiqué au moyen du signe distinctif utilisé pour indiquer le pays d'enregistrement des véhicules motorisés dans le trafic routier international).

2) Date (mois et année) de construction.

3) Numéro d'identification du constructeur pour le conteneur ou, dans le cas des conteneurs existants dont on ignore ce numéro, numéro attribué par l'Administration.

4) Masse brute maximale de service (kilogrammes et livres anglaises).

5) Charge admissible de gerbage pour 1,8 g (kilogrammes et livres anglaises).

6) Charge utilisée pour l'essai de rigidité transversale (kilogrammes et livres anglaises).

7) Cette indication ne doit être portée sur la plaque que si les parois d'extrémité sont destinées à supporter une charge inférieure ou supérieure à 0,4 fois la charge utile autorisée, à savoir 0,4 P.

8) Cette indication ne doit être portée sur la plaque que si les parois latérales sont destinées à supporter une charge inférieure ou supérieure à 0,6 fois la charge utile maximale autorisée, à savoir 0,6 P.

9) Date (mois et année) du premier examen d'entretien pour les conteneurs neufs et, éventuellement, dates (mois et année) des examens d'entretien ultérieurs.

ANNEXE II

REGLES DE CONSTRUCTION ET MATIERE DE SECURITE ET ESSAIS

Introduction

Les dispositions de la présente Annexe supposent qu'à aucun stade de l'exploitation des conteneurs, les efforts dus aux mouvements, à la position, au gerbage et au poids du conteneur chargé, ainsi qu'aux forces extérieures n'excéderont la résistance nominale du conteneur. On a retenu notamment les hypothèses suivantes:

a) le conteneur sera fixé de manière à ne pas être soumis à des forces supérieures à celles en fonction desquelles il a été conçu;

b) la cargaison transportée à l'intérieur du conteneur sera arrimée conformément aux pratiques recommandées pour le type de transport considéré de manière à ne pas exercer sur le conteneur des forces supérieures à celles en fonction desquelles il a été conçu.

Construction

1. Doit être jugé acceptable, du point de vue de la sécurité, tout conteneur construit en un matériau approprié qui subit, de façon satisfaisante, les essais mentionnés ci-après sans présenter ensuite de déformation permanente ou d'anomalies le rendant inapte à l'usage auquel on le destine.

2. On vérifie les dimensions, la position et les tolérances correspondantes des pièces de coin en tenant compte des systèmes de levage et d'arrimage avec lesquels elles doivent être utilisées.

3. Tout conteneur pourvu de dispositifs particuliers qui ne doivent être utilisés que lorsqu'il est vide doit porter une marque indiquant cette restriction.

Charges d'essai et procédures d'essai

Lorsque le modèle de conteneur s'y prête, les charges d'essai et procédures d'essai suivantes seront appliquées à tous les genres de conteneurs présentés aux essais:

CHARGES D'ESSAI ET FORCES APPLIQUÉES	PROCÉDURES D'ESSAI
1. LEVAGE	

Le conteneur, chargé du *lest* prescrit, est levé de telle manière que ne soient pas appliquées de forces d'accélération notables. Après le levage, le conteneur doit rester suspendu ou être soulevé pendant 5 minutes, puis reposé sur le sol.

*A) LEVAGE PAR LES PIÈCES DE COIN**CHARGE À L'INTÉRIEUR DU CONTENEUR:*

Une charge uniformément répartie, telle que la masse totale du conteneur, y compris la charge d'essai, soit égale à 2 R.

i) Levage par les pièces de coin supérieures:

Pour les conteneurs d'une longueur (nominale) supérieure à 3 000 mm (10 pieds), les forces de levage doivent être appliquées verticalement sur toutes les quatre pièces de coin supérieures.

VII LEGISLATURA — DOCUMENTI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI

CHARGES D'ESSAI ET FORCES APPLIQUÉES

PROCÉDURES D'ESSAI

FORCES APPLIQUÉES À L'EXTÉRIEUR:

De manière à lever la masse totale égale à 2 R, conformément à la procédure prescrite (sous la rubrique *Procédures d'essai*).

Pour les conteneurs d'une longueur (nominale) égale ou inférieure à 3 000 mm (10 pieds), les forces de levage doivent être appliquées sur toutes les quatre pièces de coin supérieures de telle manière que chaque dispositif de levage fasse un angle de 30° avec la verticale.

ii) *Levage par les pièces de coin inférieures :*

Les forces de levage doivent être appliquées au conteneur de telle manière que les dispositifs de levage n'entrent en contact qu'avec les pièces de coin inférieures. Les forces de levage doivent être appliquées aux angles suivants par rapport à l'horizontale:

30° pour les conteneurs d'une longueur (nominale) égale ou supérieure à 12 000 mm (40 pieds);

37° pour les conteneurs d'une longueur (nominale) égale ou supérieure à 9 000 mm (30 pieds), mais inférieure à 12 000 mm (40 pieds);

45° pour les conteneurs d'une longueur (nominale) égale ou supérieure à 6 000 mm (20 pieds), mais inférieure à 9 000 mm (30 pieds);

60° pour les conteneurs d'une longueur (nominale) inférieure à 6 000 mm (20 pieds).

B) LEVAGE PAR DES MÉTHODES FAISANT APPEL À D'AUTRES DISPOSITIFS

CHARGE À L'INTÉRIEUR DU CONTENEUR:

Une charge uniformément répartie, telle que la masse totale du conteneur, y compris la charge d'essai, soit égale à 1,25 R.

FORCES APPLIQUÉES À L'EXTÉRIEUR:

De manière à lever la masse totale égale à 1,25 R conformément à la procédure prescrite (sous la rubrique *Procédures d'essai*).

i) *Levage par les entrées pour fourches :*

Le conteneur est placé sur des barres se trouvant dans le même plan horizontal, une barre étant centrée dans chacune des entrées pour fourches qui servent à lever le conteneur chargé. Les barres doivent avoir la même largeur que les fourches dont l'usage est prévu pour la manutention du conteneur et doivent pénétrer dans l'entrée sur 75 % au moins de la profondeur de celle-ci.

CHARGE À L'INTÉRIEUR DU CONTENEUR:

Une charge uniformément répartie, telle que la masse totale du conteneur, y compris la charge d'essai, soit égale à 1,25 R.

ii) *Levage par les dispositifs pour pinces de préhension :*

Le conteneur est placé sur des patins se trouvant dans le même plan horizontal, un patin étant disposé sous chaque dispositif pour pinces. Ces patins doivent avoir la même surface de levage que les pinces dont l'usage est prévu.

FORCES APPLIQUÉES À L'EXTÉRIEUR:

De manière à lever la masse totale égale à 1,25 R conformément à la procédure prescrite (sous la rubrique *Procédures d'essai*).

iii) *Autres méthodes :*

Les conteneurs conçus pour être levés, lorsqu'ils sont chargés, de toute autre manière que celles mentionnées en A ou B i) et ii) doivent aussi être soumis à un essai avec des charges à l'intérieur et des forces appliquées à l'extérieur reproduisant les conditions d'accélération propres à cette méthode.

VII LEGISLATURA — DOCUMENTI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI

CHARGES D'ESSAI ET FORCES APPLIQUÉES

PROCEDURES D'ESSAI

2. GERBAGE

1. Dans les conditions de transport international où les forces d'accélération verticales maximales diffèrent sensiblement de 1,8 g, et lorsque le contenu n'est véritablement et effectivement transporté que dans ces conditions, la charge de gerbage peut être modifiée dans les proportions appropriées, compte tenu des forces d'accélération.

2. Les conteneurs qui ont satisfait à l'essai peuvent être considérés comme pouvant supporter la charge admissible de gerbage surarrimé statique qui doit être indiquée sur la plaque d'agrément aux fins de la sécurité, en regard de la rubrique « Charge admissible de gerbage pour 1,8 g (kilogrammes et livres anglaises) ».

CHARGE À L'INTÉRIEUR DU CONTENEUR:

Une charge uniformément répartie, telle que la masse totale du conteneur, y compris la charge l'essai, soit égale à 1,8 R.

Le conteneur, chargé du *lest* prescrit, est posé sur quatre socles au même niveau, placés sur une surface horizontale rigide, sous chacune des pièces de coin inférieures ou des structures de coin équivalentes. Les socles doivent être centrés sous les pièces de coin et être approximativement de mêmes dimensions que celles-ci.

FORCES APPLIQUÉES À L'EXTÉRIEUR:

De manière à soumettre chacune des quatre pièces de coin supérieures à une force égale à $\frac{1}{4} \times 1,8 \times$ a charge admissible de gerbage surarrimé statique appliquée verticalement de haut en bas.

Chaque *force extérieure* doit être appliquée à chacune des pièces de coin par l'intermédiaire d'une pièce de coin d'essai correspondante ou d'un socle de mêmes dimensions. La pièce de coin d'essai ou le socle doit être déporté, par rapport à la pièce de coin supérieure du conteneur, de 25 mm (1 pouce) dans le sens latéral et de 38 mm (1,5 pouce) dans le sens longitudinal.

3. CHARGES CONCENTRÉES

a) SUR LE TOIT

CHARGE À L'INTÉRIEUR DU CONTENEUR:

Aucune.

FORCES APPLIQUÉES À L'EXTÉRIEUR:

Charge concentrée de 300 kg (660 livres anglaises) uniformément répartie sur une surface de 600 mm × 300 mm (24 pouces × 12 pouces).

Les *Forces extérieures* doivent être appliquées verticalement de haut en bas sur la surface extérieure de la partie la moins résistante du toit du conteneur.

b) SUR LES PLANCHERS

CHARGE À L'INTÉRIEUR DU CONTENEUR:

Deux charges concentrées de 2 730 kg (6 000 livres anglaises) chacune, appliquées au plancher du conteneur sur une surface de contact de 142 cm² (22 pouces carrés).

On doit procéder à l'essai, le conteneur reposant sur quatre supports au même niveau, placés sous les pièces de coin inférieures de manière que la base du conteneur puisse s'incurver librement.

VII LEGISLATURA — DOCUMENTI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI

CHARGES D'ESSAI ET FORCES APPLIQUÉES

PROCÉDURES D'ESSAI

On déplace sur toute la surface du plancher un dispositif d'essai qui est chargé de manière que sa masse soit égale à 5 460 kilogrammes (12 000 livres anglaises) et que cette masse soit répartie sur deux surfaces de contact à raison de 2 730 kilogrammes (6 000 livres anglaises) sur chaque surface. Ces deux surfaces doivent mesurer au total, après scargement, 284 cm² (44 pouces carrés), soit 142 cm² (22 pouces carrés) chacune, leur largeur étant de 180 mm (7 pouces) et l'écartement entre leurs centres de 760 mm (30 pouces).

FORCES APPLIQUÉES À L'EXTÉRIEUR:

Aucune.

4. RIGIDITE TRANSVERSALE

CHARGE À L'INTÉRIEUR DU CONTENEUR:

Aucune.

Le conteneur vide est posé sur quatre supports au même niveau, placés chacun sous chaque coin inférieur et, pour éviter tout déplacement latéral et vertical, assujetti à des dispositifs d'ancrage disposés de manière que la contrainte latérale ne s'exerce que sur les pièces de coin inférieures diagonalement opposées à celles sur lesquelles les forces sont appliquées.

FORCES APPLIQUÉES À L'EXTÉRIEUR:

De manière à exercer une poussée latérale sur les membrures d'extrémité du conteneur. Les forces seront égales à celles pour lesquelles le conteneur a été conçu.

Les *forces extérieures* doivent être appliquées, soit séparément, soit simultanément, sur chacune des pièces de coin supérieures, d'un côté du conteneur, parallèlement à la base et aux plans des parois d'extrémité du conteneur. Les forces doivent être appliquées tout d'abord dans le sens allant vers les pièces de coin, puis en sens opposé. Dans le cas de conteneurs, dont chaque paroi d'extrémité est symétrique par rapport à son axe vertical central, une paroi latérale seulement est soumise à l'essai; dans le cas de conteneurs ayant des parois d'extrémité asymétriques par rapport à leurs axes centraux, les deux parois doivent être soumises à l'essai.

5. SOLLICITATION LONGITUDINALE (ESSAI STATIQUE)

Lors de la conception et de la construction de conteneurs, il doit être tenu compte du fait qu'ils pourront être exposés, dans les transports terrestres, à des accélérations de 2 g appliquées longitudinalement dans un plan horizontal.

CHARGE À L'INTÉRIEUR DU CONTENEUR:

Une charge uniformément répartie, telle que la masse totale du conteneur, y compris la charge d'essai, soit égale à la masse brute maximale de service (R).

Le conteneur soumis à l'essai de sollicitation longitudinale, chargé du *lest* prescrit, est fixé à deux points d'ancrage appropriés à l'aide des pièces de coin inférieures ou des structures de coin équivalentes d'une de ses extrémités.

VII LEGISLATURA — DOCUMENTI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI

CHARGES D'ESSAI ET FORCES APPLIQUÉES

PROCEDURES D'ESSAI

FORCES APPLIQUÉES À L'EXTÉRIEUR:

Forces longitudinales égales à R appliquées à chaque extrémité du conteneur en compression et en traction, c'est-à-dire force totale égale à $2R$ pour l'ensemble du conteneur.

Les *forces extérieures* doivent être appliquées tout d'abord dans le sens allant vers les points d'ancrage, puis en sens opposé. Chaque côté du conteneur doit être soumis à l'essai.

6. PAROIS D'EXTREMITÉ

Les parois d'extrémité doivent pouvoir supporter une charge au moins égale à 0,4 fois la charge utile maximale admissible. Toutefois, si les parois d'extrémité sont conçues pour supporter une charge inférieure ou supérieure à 0,4 fois la charge utile maximale admissible, le facteur de résistance sera indiqué sur la plaque d'agrément aux fins de la sécurité conformément à la règle 1 de l'Annexe I.

CHARGE À L'INTÉRIEUR DU CONTENEUR:

De manière à soumettre la surface intérieure d'une paroi d'extrémité à une charge uniformément répartie de $0,4 P$ ou à toute autre charge pour laquelle le conteneur pourrait être conçu.

La *charge intérieure* prescrite doit être appliquée comme suit: les deux parois d'extrémité du conteneur doivent être soumises à l'essai, sauf lorsqu'elles sont identiques. Dans ce dernier cas, l'essai n'est requis que pour une seule paroi d'extrémité.

On peut soumettre à l'essai séparément ou simultanément les parois d'extrémité des conteneurs qui n'ont pas de parois latérales ouvertes ou de portes latérales.

Les parois d'extrémité des conteneurs qui sont pourvus de parois latérales ouvertes ou de portes latérales doivent être soumises à des essais séparément. Lorsque les parois d'extrémité sont soumises à l'essai séparément les réactions aux forces appliquées à la paroi d'extrémité doivent être limitées à la base du conteneur.

FORCES APPLIQUÉES À L'EXTÉRIEUR:

Aucune.

7. PAROIS LATÉRALES

Les parois latérales doivent pouvoir supporter une charge au moins égale à 0,6 fois la charge utile maximale admissible. Toutefois, si les parois latérales sont conçues pour supporter une charge inférieure ou supérieure à 0,6 fois la charge utile maximale admissible, le facteur de résistance sera indiqué sur la plaque d'agrément aux fins de la sécurité conformément à la règle 1 de l'Annexe I.

CHARGE À L'INTÉRIEUR DU CONTENEUR:

De manière à soumettre la surface intérieure d'une paroi latérale à une charge uniformément répartie de $0,6 P$ ou à toute autre charge pour laquelle le conteneur pourrait être conçu.

La *charge intérieure* prescrite doit être appliquée comme suit: les deux parois latérales d'un conteneur doivent être soumises à l'essai, sauf lorsqu'elles sont identiques. Dans ce dernier cas, l'essai n'est requis que pour une seule paroi latérale.

Les parois latérales doivent être soumises à des essais séparément et les réactions à la charge à l'intérieur du conteneur doivent être limitées aux pièces de coin ou aux montants d'angle correspondants. Les conteneurs à toit ouvert doivent être soumis à l'essai dans les conditions d'exploitation pour lesquelles ils sont conçus, par exemple avec les traverses supérieures démontables en place.

FORCES APPLIQUÉES À L'EXTÉRIEUR:

Aucune.

TRADUZIONE NON UFFICIALE

NOTA BENE. — *I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nella Convenzione, fra cui il testo in lingua francese, qui sopra riportato.*

CONVENZIONE INTERNAZIONALE SULLA SICUREZZA DEI CONTENITORI (CSC)

PREAMBOLO

Le Parti contraenti

Riconoscendo la necessità di mantenere un grado elevato di sicurezza della vita umana in occasione della movimentazione, dell'impilaggio e del trasporto dei contenitori,

Consapevoli della necessità di facilitare i trasporti internazionali a mezzo di contenitori,

Riconoscendo a tale proposito i vantaggi che deriverebbero dal rendere ufficiali norme internazionali comuni in materia di sicurezza,

Ritenendo che il mezzo migliore per giungere a tale scopo sia quello di stipulare una Convenzione,

Hanno deciso di rendere ufficiali le norme per la costruzione dei contenitori per garantire la sicurezza della loro movimentazione, impilaggio e trasporto nelle normali condizioni operative e a tal fine,

Hanno convenuto le seguenti disposizioni:

Articolo I

Obbligo generale ai termini della presente Convenzione

Le Parti contraenti si impegnano a dare effetto alla disposizioni della presente Convenzione e dei suoi Allegati che ne costituiscono parte integrante.

Articolo II

Definizioni

Ai fini della presente Convenzione, salvo espressa disposizione contraria:

1. Per « contenitore » si intende un mezzo di trasporto:

a) di carattere permanente e, di conseguenza, abbastanza resistente da consentirne un uso ripetuto;

b) espressamente progettato per facilitare il trasporto di merci, senza rottura di carico per mezzo di una o più modalità di trasporto;

c) progettato per essere fissato e/o movimentato facilmente, essendo previsti a tal fine blocchi d'angolo;

d) di dimensioni tali che la superficie delimitata dai quattro angoli inferiori esterni sia:

i) di almeno 14 m² (150 piedi quadrati) o

ii) di almeno 7 m² (75 piedi quadrati) se il contenitore è provvisto di blocchi d'angolo superiori.

Il termine « contenitore » non comprende nè i veicoli, nè l'imballaggio. Comprende però i contenitori trasportati su châssis.

2. Per « blocchi d'angolo » si intende un insieme di aperture e di superfici disposte agli angoli superiori e/o inferiori del contenitore e che ne consentano la movimentazione, l'impilaggio e/o il fissaggio.

3. Per « Amministrazione » si intende il Governo della Parte contraente sotto la cui autorità vengono approvati i contenitori.

4. Per « approvato » si intende approvato dall'Amministrazione.

5. Per « approvazione » si intende il provvedimento con il quale una Amministrazione dichiara che un tipo di costruzione o il singolo contenitore offre le garanzie di sicurezza previste dalla presente Convenzione.

6. Per « trasporto internazionale » si intende un trasporto i cui punti di partenza e di arrivo siano situati sul territorio di due paesi di cui almeno uno sia un paese al quale la presente Convenzione sia applicabile.

La presente Convenzione si applica anche allorché una parte del tragitto tra due paesi abbia luogo sul territorio di un paese al quale la presente Convenzione sia applicabile.

7. Per « carico » si intendono tutti gli articoli e le merci, qualunque sia la loro natura, trasportati nei contenitori.

8. Per « contenitore nuovo » si intende ogni contenitore la cui costruzione sia stata intrapresa alla data dell'entrata in vigore della presente Convenzione o posteriormente a tale data.

9. Per « contenitore esistente » si intende ogni contenitore che non sia un contenitore nuovo.

10. Per « proprietario » si intende sia il proprietario ai sensi della legislazione nazionale della Parte contraente, sia il locatario o il depositario se le parti di un contratto convengono che il locatario o il depositario assumerà le responsabilità del proprietario per quanto riguarda la manutenzione e il controllo del contenitore conformemente alle disposizioni della presente Convenzione.

11. Per « tipo di contenitore » si intende il tipo di costruzione approvato dall'Amministrazione.

12. Per « contenitore di serie » si intende ogni contenitore costruito conformemente al tipo di costruzione approvato.

13. Per « prototipo » si intende un contenitore rappresentativo dei contenitori che sono stati o saranno costruiti di serie.

14. Per « massima massa lorda operativa » o « R » si intende la massa totale massima ammissibile del contenitore e del suo carico.

15. Per « tara » si intende la massa del contenitore vuoto compresi gli accessori stabilmente fissati ad esso.

16. Per « carico utile massimo ammissibile » o « P » si intende la differenza tra la massima massa lorda operativa e la tara.

Articolo III

Campo di applicazione

1. La presente Convenzione si applica ai contenitori nuovi e a quelli esistenti utilizzati per un trasporto internazionale, ad eccezione dei contenitori espressamente progettati per il trasporto aereo.
2. Ogni contenitore nuovo deve essere approvato conformemente alle disposizioni dell'Allegato I applicabili sia alle prove di approvazione per serie che alle prove di approvazione individuale.
3. Ogni contenitore esistente deve essere approvato conformemente alle disposizioni pertinenti che regolano l'approvazione dei contenitori esistenti enunciata nell'Allegato I, entro i cinque anni successivi alla data dell'entrata in vigore della presente Convenzione.

Articolo IV

Prove, ispezione, approvazione e manutenzione

1. Per attuare le disposizioni dell'Allegato I, ogni Amministrazione deve instaurare una efficace procedura di prova, ispezione e approvazione dei contenitori, conformemente ai criteri stabiliti nella presente Convenzione; essa può tuttavia affidare tali prove, ispezioni e approvazioni ad organismi da essa autorizzati nella debita forma.
2. L'Amministrazione che affida tali prove, ispezioni e approvazioni ad una organizzazione deve informarne il Segretario Generale dell'Organizzazione consultiva marittima internazionale (IMCO) che avvisa le Parti contraenti.
3. La richiesta di approvazione può essere rivolta all'Amministrazione di ogni Parte contraente.
4. Ogni contenitore deve essere mantenuto in uno stato soddisfacente dal punto di vista della sicurezza, conformemente alle disposizioni dell'Allegato I.
5. Se un contenitore approvato non risponde alle norme degli Allegati I e II, l'Amministrazione interessata adotterà le misure che essa riterrà necessarie per far sì che il contenitore sia reso conforme alle suddette norme o per ritirare l'approvazione.

Articolo V

Riconoscimento dell'approvazione

1. L'approvazione concessa alle condizioni della presente Convenzione sotto la responsabilità di una Parte contraente deve essere riconosciuta dalle altre Parti contraenti per tutto ciò che riguarda gli obiettivi della presente Convenzione. Essa deve essere considerata dalle altre Parti contraenti come avente lo stesso valore dell'approvazione da esse concessa.
2. Una Parte contraente non deve imporre nessuna altra disposizione e nessun'altra prova in materia di sicurezza di costruzione dei contenitori ai quali si applica la presente Convenzione, tuttavia nessuna disposizione della presente Convenzione esclude l'applicazione di regolamentazioni o leggi nazionali o accordi internazionali che prescrivano norme o prove supplementari in materia di sicurezza nella costruzione dei contenitori espressamente progettati per il trasporto di merci pericolose, o in materia di sicurezza nella costruzione degli elementi caratteristici di contenitori che trasportino liquidi sfusi, o in materia di sicurezza nella costruzione di contenitori che vengano trasportati per via aerea. L'espressione « merci pericolose » avrà il senso attribuito dagli accordi internazionali.

Articolo VI

Controllo

1. Ogni contenitore approvato in virtù dell'articolo III deve essere sottoposto, sul territorio delle Parti contraenti, al controllo dei funzionari debitamente autorizzati da tali Parti. Tale controllo deve limitarsi alla verifica della presenza sul contenitore, conformemente alle disposizioni della presente Convenzione, di una targa di approvazione ai fini della sicurezza valida, a meno che non vi sia la prova evidente che lo stato del contenitore presenti un rischio manifesto per la sicurezza. In questo caso il funzionario incaricato del controllo deve esercitare tale controllo solo nella misura in cui esso è necessario per assicurarsi che il contenitore sia ripristinato in condizioni di sicurezza, prima che sia rimesso in servizio.

2. Allorché appare evidente che il contenitore non risponde più alle norme di sicurezza a seguito di un difetto che sarebbe potuto esistere al momento della sua approvazione, l'Amministrazione responsabile di tale approvazione deve essere informata dalla Parte contraente che ha scoperto il difetto stesso.

Articolo VII

Firma, ratifica, accettazione, approvazione ed adesione

1. La presente Convenzione resterà aperta alla firma di tutti gli Stati membri dell'Organizzazione delle Nazioni Unite o membri di una delle sue istituzioni specializzate o dell'Agenzia internazionale dell'energia atomica, o che siano parti dello Statuto della Corte internazionale di Giustizia, o di ogni altro Stato invitato dall'Assemblea generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite a divenire parte della presente Convenzione, sino al 15 gennaio 1973, presso l'Ufficio delle Nazioni Unite a Ginevra, successivamente dal 1° febbraio 1973 al 31 dicembre 1973, compreso, presso la sede della Organizzazione intergovernativa consultiva della navigazione marittima a Londra (qui appresso denominata « l'Organizzazione »).

2. La presente Convenzione è soggetta a ratifica, accettazione od approvazione da parte degli Stati firmatari.

3. La presente Convenzione resterà aperta all'adesione di ogni Stato di cui al paragrafo 1.

4. Gli strumenti di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione verranno depositati presso il Segretario Generale dell'Organizzazione intergovernativa consultiva della navigazione marittima (qui appresso denominato Segretario Generale).

Articolo VIII

Entrata in vigore

1. La presente Convenzione entrerà in vigore dodici mesi dopo la data del deposito del decimo strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione.

2. Per ogni Stato che ratificherà, accetterà o approverà la presente Convenzione o che vi aderirà dopo il deposito del decimo strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione, la presente Convenzione entrerà in vigore dodici mesi dopo la data del deposito, da parte di tale Stato, del proprio strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione.

VII LEGISLATURA — DOCUMENTI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI

3. Ogni Stato che divenga parte della presente Convenzione dopo l'entrata in vigore di un emendamento viene, a meno che non abbia espresso intenzione diversa, considerato come:

- a) parte della Convenzione emendata;
- b) parte della Convenzione non emendata nei confronti di ogni Stato parte della Convenzione che non sia vincolato dall'emendamento.

Articolo IX

Procedura di emendamento dell'intera Convenzione o di parte di essa

1. La presente Convenzione può essere emendata su proposta di una Parte contraente mediante una delle procedure enunciate nel presente articolo.

2. Emendamento previo esame in seno all'Organizzazione:

a) su domanda di una Parte contraente, ogni emendamento proposto da tale Parte della presente Convenzione sarà esaminato dall'Organizzazione. Se viene adottato da una maggioranza dei due terzi dei presenti e votanti al Comitato di sicurezza marittima della Organizzazione, ai lavori del quale tutte le Parti contraenti saranno state invitate a partecipare con diritto di voto, tale emendamento verrà comunicato a tutti i membri dell'Organizzazione ed a tutte le Parti contraenti almeno sei mesi prima che venga esaminato dall'Assemblea dell'Organizzazione. Ogni Parte contraente che non sia membro dell'Organizzazione sarà autorizzata a partecipare ai suoi lavori ed a votare quando l'emendamento verrà esaminato dall'Assemblea dell'Organizzazione;

b) ove venga adottato da una maggioranza dei due terzi dei membri presenti e votanti dell'Assemblea, e ove tale maggioranza comprenda una maggioranza dei due terzi delle Parti contraenti presenti e votanti, l'emendamento sarà comunicato dall'Organizzazione a tutte le Parti contraenti per l'accettazione;

c) tale emendamento entrerà in vigore dodici mesi dopo la data in cui sarà stato accettato dai due terzi delle Parti contraenti. L'emendamento entrerà in vigore per tutte le Parti contraenti ad eccezione di quelle che, prima della sua entrata in vigore, avranno fatto una dichiarazione per indicare di non accettarlo.

3. Emendamento da parte di una conferenza:

A richiesta di una Parte contraente, appoggiata da almeno un terzo delle Parti contraenti, una Conferenza dei Governi alla quale saranno invitati gli Stati previsti dall'Articolo VII, verrà convocata dal Segretario Generale al fine di esaminare gli emendamenti alla presente Convenzione.

Articolo X

Procedura speciale di emendamento degli Allegati

1. Ogni emendamento degli allegati, proposto da una Parte contraente sarà esaminato dall'Organizzazione a richiesta di detta Parte.

2. Ove venga adottato da una maggioranza di due terzi dei presenti e votanti al Comitato di sicurezza marittima dell'Organizzazione, ai dibattiti del quale tutte le Parti contraenti saranno state invitate a partecipare con diritto di voto, ed ove tale maggioranza comprenda una maggioranza dei due terzi delle Parti contraenti presenti e votanti, l'emendamento verrà comunicato dal Segretario Generale a tutte le Parti contraenti per l'accettazione.

3. Tale emendamento entrerà in vigore ad una data che sarà fissata dal Comitato di sicurezza marittima al momento della sua adozione, a meno che ad una data anteriore, che verrà fissata nello stesso tempo dal Comitato di sicurezza marittima, un quinto delle Parti contraenti, o cinque Parti contraenti ove tale cifra sia inferiore, abbiano notificato al Segretario Generale di sollevare delle obiezioni contro il detto emendamento. Le date previste nel presente paragrafo saranno fissate da una maggioranza dei due terzi dei membri presenti e votanti del Comitato di sicurezza marittima, comprendente a sua volta una maggioranza dei due terzi delle Parti contraenti.

4. Dal momento in cui un emendamento entrerà in vigore, esso sostituirà per tutte le Parti contraenti che non abbiano sollevato obiezioni, ogni disposizione anteriore cui si riferisca; una obiezione sollevata contro tale emendamento da una Parte contraente non sarà vincolante nei confronti delle altre Parti contraenti per quanto attiene all'accettazione del tipo di contenitore cui si applica la presente Convenzione.

5. Il Segretario Generale informerà tutte le Parti contraenti e tutti i membri dell'Organizzazione di ogni domanda o comunicazione presentata ai sensi del presente articolo nonché della data in cui ogni emendamento entrerà in vigore.

6. Allorché il Comitato di sicurezza marittima esamina, ma non adotta, una proposta d'emendamento degli Allegati, ogni Parte contraente potrà richiedere la convocazione di una Conferenza, alla quale saranno invitati tutti gli Stati previsti dall'articolo VII. Allorché almeno un terzo delle altre Parti contraenti avranno notificato la loro approvazione, il Segretario Generale convocherà una Conferenza per esaminare tale emendamento degli Allegati.

Articolo XI

Denuncia

1. Ogni Parte contraente potrà denunciare la presente Convenzione mediante il deposito di uno strumento presso il Segretario Generale. La denuncia avrà efficacia un anno dopo la data di tale deposito presso il Segretario Generale.

2. Una Parte contraente che avrà sollevato un'obiezione contro un emendamento degli Allegati potrà denunciare la presente Convenzione e tale denuncia avrà efficacia alla data di entrata in vigore del detto emendamento.

Articolo XII

Estinzione della Convenzione

La presente Convenzione cesserà di essere in vigore se il numero delle Parti contraenti sarà inferiore a cinque per un qualsiasi priodo di dodici mesi consecutivi.

Articolo XIII

Composizione delle controversie

1. Ogni controversia fra due o più Parti contraenti sull'interpretazione o l'applicazione della presente Convenzione che non possa essere composta mediante negoziati o in altro modo verrà sottoposta, a richiesta di una di esse, ad un tribunale arbitrale così composto: ciascuna delle parti

VII LEGISLATURA — DOCUMENTI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI

in controversia nominerà un arbitro e i due arbitri designeranno un terzo arbitro che sarà il Presidente del tribunale. Se, tre mesi dopo aver ricevuto una richiesta, una delle Parti non ha designato arbitro o se gli arbitri non hanno potuto scegliere un presidente, una qualsiasi di tali Parti potrà chiedere al Segretario Generale di procedere alla nomina dell'arbitro o del presidente del tribunale arbitrale.

2. La decisione del tribunale arbitrale costituito conformemente alle disposizioni del paragrafo 1 sarà vincolante per le parti interessate alla controversia.

3. Il tribunale arbitrale fisserà il proprio regolamento interno.

4. Le decisioni del tribunale arbitrale riguardanti sia la procedura, sia il luogo di riunione, sia ogni controversia di cui verrà investito, saranno prese alla maggioranza.

5. Ogni controversia che potrebbe sorgere tra le parti in lite sull'interpretazione e l'esecuzione della sentenza arbitrale, potrà essere portata da una delle parti davanti al tribunale arbitrale che ha pronunciato la sentenza per essere da esso giudicata.

Articolo XIV

Riserve

1. Le riserve alla presente Convenzione saranno autorizzate, ad esclusione di quelle vertenti sulle disposizioni contenute negli articoli da I a IV, nell'articolo XIII del presente articolo, nonché negli Allegati, a condizione che tali riserve siano comunicate per iscritto e, ove lo siano prima del deposito dello strumento di ratifica, d'accettazione, di approvazione o di adesione, che vengano confermate in tale strumento. Il Segretario generale comunicherà tali riserve a tutti gli Stati previsti dall'articolo VII.

2. Ogni riserva comunicata in base al paragrafo 1:

a) modifica, per la Parte contraente che l'ha formulata, le disposizioni della presente Convenzione alle quali detta riserva si riferisce, nella misura in cui essa sia loro applicabile, e

b) modifica nella stessa misura le disposizioni per le altre Parti contraenti nelle loro relazioni con la Parte contraente che ha formulato la riserva.

3. Ogni Parte contraente che abbia comunicato una riserva in base al paragrafo 1 potrà ritirarla in ogni momento mediante notifica al Segretario Generale.

Articolo XV

Notifica

Oltre alle notifiche ed alle comunicazioni previste dagli articoli IX, X e XIV, il Segretario Generale notificherà a tutti gli Stati previsti dall'articolo VII:

a) le firme, le ratifiche, le accettazioni, le approvazioni e le adesioni in base all'articolo VII;
b) le date di entrata in vigore della presente Convenzione conformemente all'articolo VIII;
c) la data di entrata in vigore degli emendamenti della presente Convenzione, conformemente agli articoli IX e X;

d) le denunce in base all'articolo XI;

e) l'estinzione della presente Convenzione in base all'articolo XII.

Articolo XVI

Testi autentici

L'originale della presente Convenzione, le cui versioni in lingua inglese, cinese, spagnola, francese e russa fanno ugualmente fede, sarà depositato presso il Segretario Generale che ne comunicherà copie certificate conformi a tutti gli Stati previsti dall'articolo VII.

IN FEDE DI CHE i plenipotenziari sottoscritti, a tale scopo debitamente autorizzati dai loro Governi, hanno firmato la presente Convenzione.

FATTO a Ginevra, il due dicembre millenovecentosettantadue.

Per il Governo della Repubblica d'Austria :

WILFRIED PLATZER
(16 maggio 1973)

Per il Governo della Repubblica popolare di Bulgaria :

E. ZAKHARIEV
(12 gennaio 1973)

Per il Governo della Repubblica socialista sovietica di Bielorussia :

(Traduzione) con riserve
M. IUNKEV
(3 novembre 1973)

Per il Governo del Canada :

Con riserva di ratifica
JOHN L. McAUGUS
(5 dicembre 1972)

Per il Governo della Repubblica socialista cecoslovacca :

Dr. M. ZEMLA
(28 dicembre 1973)

Per il Governo della Repubblica federale di Germania :

Con riserva di ratifica
OTTO BARON VON STEMPEL
(5 dicembre 1972)

Per il Governo della Repubblica di Finlandia :

Incaricato d'Affari a.i. di Finlandia
RIITTA ORÖ
(20 dicembre 1973)

Per il Governo della Repubblica francese :

Il Governo francese, conformemente alle disposizioni dell'articolo XIV, formula una riserva nei confronti del 4° paragrafo dell'articolo X redatto nel modo seguente: « una obiezione sollevata contro tale emendamento da una Parte contraente non sarà vincolante nei confronti delle altre Parti contraenti per quanto attiene all'accettazione del tipo di contenitore cui si applica la presente Convenzione ». Quando sarà stata sollevata un'obiezione contro un emendamento da una Parte contraente non le saranno opponibili le disposizioni di tale emendamento.

Con riserva di approvazione successiva

M. JACQUIER

(13 dicembre 1973)

Per il Governo della Repubblica popolare ungherese :

KUZSEL D.

(10 gennaio 1973)

Per il Governo della Repubblica popolare di Polonia :

E. WISNIEWSKI

(20 dicembre 1972)

Per il Governo della Repubblica di Corea :

Soggetta a ratifica

TONG JIN PARK

(11 gennaio 1973)

Per il Governo della Repubblica socialista di Romania :

Con riserva di ratifica; con dichiarazione in merito all'articolo VII

PRETOR POPA

(19 dicembre 1973)

Per il Governo della Confederazione elvetica :

FELIX-CLEMENT VANEY

(8 dicembre 1972)

Per il Governo della Repubblica turca :

Con una riserva sulla parte qui di seguito riprodotta del 4° paragrafo dell'articolo X: « una obiezione sollevata contro tale emendamento da una Parte contraente non sarà vincolante nei confronti delle altre Parti contraenti per quanto attiene all'accettazione del tipo di contenitore cui si applica la presente Convenzione ».

A. COSKUN KIRKA

(15 dicembre 1972)

Per il Governo della Repubblica socialista sovietica d'Ukraina :

(Traduzione) con riserve

N. LUNKOV

(9 novembre 1973)

Per il Governo dell'Unione delle Repubbliche socialiste sovietiche :

(Traduzione) con riserve

N. LUNKOV

(23 agosto 1973)

Per il Governo del Regno Unito di Gran Bretagna e d'Irlanda del Nord :

L. F. STANDEN

J. L. B. GARCIA

(13 febbraio 1973)

Per il Governo degli Stati Uniti d'America :

Soggetta a ratifica

AARON W. REESE

JOHN B. O. 'LOUGHLIN

(5 dicembre 1972)

Per il Governo della Repubblica federativa socialista di Jugoslavia :

Soggetta ad approvazione

GASPARI DUSAN

(2 marzo 1973)

ALLEGATO I

NORME RELATIVE ALLA PROVA, ALL'ISPEZIONE, ALL'APPROVAZIONE
E ALLA MANUTENZIONE DEI CONTENITORI

CAPITOLO PRIMO

NORME COMUNI A TUTTI I SISTEMI DI APPROVAZIONE

Norma n. 1

Targa di approvazione ai fini della sicurezza

1. Una targa di approvazione ai fini della sicurezza, conforme alle disposizioni dell'appendice del presente Allegato deve essere fissata stabilmente su ogni contenitore approvato in un punto ove sia ben visibile, a lato di qualsiasi altra targa di approvazione rilasciata a fini ufficiali, ed in un punto ove non possa venir facilmente danneggiata.

2. a) La targa deve contenere le seguenti indicazioni redatte almeno in lingua inglese o francese:

« *Approvazione CSC ai fini della sicurezza* »

Paese che ha concesso l'approvazione e gli estremi della stessa

Data di costruzione (mese ed anno)

Numero di identificazione del contenitore assegnato dal costruttore o, nel caso di contenitori esistenti di cui si ignori tale numero, il numero assegnato dall'Amministrazione

Massima massa lorda operativa (chilogrammi e libbre inglesi)

Carico di impilaggio ammissibile con 1, 8 g. (chilogrammi e libbre inglesi)

Valore del carico per la prova di rigidità trasversale (chilogrammi e libbre inglesi)

b) Uno spazio libero dovrebbe essere riservato sulla targa per l'inserimento dei valori (fattori) relativi alla resistenza delle pareti di estremità e/o delle pareti laterali, conformemente al paragrafo 3 della presente norma nonché alle prove 6 e 7 dell'Allegato II. Dovrebbe essere anche riservato uno spazio libero sulla targa per indicarvi la data (mese ed anno) del primo esame di manutenzione ed eventualmente dei successivi.

3. Quando l'Amministrazione ritiene che un contenitore nuovo è conforme, sul piano della sicurezza, alle disposizioni della presente Convenzione e che il fattore di resistenza delle pareti di estremità o delle pareti laterali, o di entrambe è stato progettato superiore o inferiore a quello prescritto nell'Allegato II, tale fattore deve essere indicato sulla targa di approvazione ai fini della sicurezza.

4. La presenza della targa di approvazione ai fini della sicurezza non dispensa dall'obbligo di apporre le etichette o le indicazioni che possano essere prescritte dagli altri regolamenti in vigore.

Norma n. 2

Manutenzione

1. Spetta al proprietario del contenitore di mantenerlo in uno stato soddisfacente dal punto di vista della sicurezza.

VII LEGISLATURA — DOCUMENTI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI

2. Il proprietario deve esaminare o fare esaminare il contenitore conformemente alla procedura prescritta o approvata dalla Parte contraente interessata, ad intervalli appropriati alle condizioni di utilizzazione. La data (mese ed anno) anteriormente alla quale un contenitore deve essere esaminato per la prima volta deve essere indicata sulla targa di approvazione ai fini della sicurezza.

3. La data (mese ed anno) anteriormente alla quale il contenitore dovrà essere oggetto di un nuovo esame deve essere indicata chiaramente sulla targa di approvazione ai fini della sicurezza o il più vicino possibile a tale targa e in modo che sia accettabile per la Parte contraente che ha prescritto od approvato la particolare procedura di manutenzione.

4. L'intervallo tra la data di costruzione e la data del primo esame non deve superare i cinque anni. Il successivo esame dei contenitori nuovi ed il riesame dei contenitori esistenti devono essere effettuati ad intervalli non superiori ai 24 mesi. Tutti gli esami devono determinare se il contenitore ha dei difetti che possano presentare un pericolo per chiunque.

5. Ai fini della presente norma, per « Parte contraente interessata », si intende la Parte contraente sul territorio della quale il proprietario ha il proprio domicilio o la sede principale.

CAPITOLO II

NORME RELATIVE ALL'APPROVAZIONE DEI CONTENITORI NUOVI PER TIPO DI COSTRUZIONE

Norma n. 3

Approvazione dei contenitori nuovi

Per poter essere approvato ai fini della sicurezza in base alla presente Convenzione, ogni contenitore nuovo deve essere conforme alle norme enunciate nell'Allegato II.

Norma n. 4

Approvazione per tipo di costruzione

Nel caso di contenitori che siano stati oggetto di una richiesta di approvazione, l'Amministrazione esamina i progetti e assiste alle prove di un prototipo per accertarsi che i contenitori siano conformi alle norme enunciate all'Allegato II. Allorché essa se ne sia accertata, comunica per iscritto al richiedente che il contenitore è conforme alle norme della presente Convenzione; tale notifica autorizza il costruttore ad apporre la targa di approvazione ai fini della sicurezza su tutti i contenitori della stessa serie.

Norma n. 5

Disposizioni relative all'approvazione per tipo di costruzione

1. Quando i contenitori devono essere costruiti in serie, la richiesta di approvazione per tipo di costruzione deve essere indirizzata alla Amministrazione, accompagnata da disegni e da specifiche di progetto relative al tipo di contenitore che deve essere oggetto dell'approvazione nonché da tutte le altre informazioni che l'Amministrazione può richiedere.

VII LEGISLATURA — DOCUMENTI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI

2. Il richiedente deve indicare i marchi di identificazione che saranno assegnati dal costruttore al tipo di contenitore che è oggetto della richiesta.

3. La richiesta deve inoltre essere accompagnata da una dichiarazione del costruttore con la quale egli si impegna:

a) a mettere a disposizione dell'Amministrazione ogni contenitore del tipo di costruzione in questione che questa possa voler esaminare;

b) a informare l'Amministrazione di ogni modifica relativa al progetto o alle specifiche del contenitore e ad apporre la targa di approvazione a fini di sicurezza solo dopo averne ricevuto il consenso;

c) ad apporre la targa di approvazione a fini di sicurezza su ciascuno dei contenitori delle serie approvate e su nessun altro;

d) a conservare la lista dei contenitori costruiti conformemente al tipo di costruzione approvato. Su tale lista devono essere indicati almeno i numeri di identificazione attribuiti dal costruttore ai contenitori, nonché le date di consegna dei contenitori ed i nomi e gli indirizzi delle persone alle quali i detti contenitori sono stati consegnati.

4. L'approvazione può essere accordata dall'Amministrazione ai contenitori che costituiscono una versione modificata di un tipo di costruzione approvato, se questa ritiene che le modifiche apportate non abbiano effetti sulla validità delle prove effettuate per l'approvazione del tipo di costruzione.

5. L'Amministrazione concederà al costruttore l'autorizzazione ad apporre la targa di approvazione a fini di sicurezza basandosi sull'approvazione del tipo di costruzione solo quando si sarà accertata che il costruttore ha instaurato un sistema di controllo della produzione che permetta di garantire che i contenitori da lui costruiti saranno conformi al prototipo approvato.

Norma n. 6

Controllo di produzione

Per assicurarsi che tutti i contenitori della stessa serie sono costruiti conformemente al tipo di costruzione approvato, l'Amministrazione deve sottoporre a controllo o a prove il numero dei contenitori che essa ritiene necessari, ad ogni fase della produzione della serie in questione.

Norma n. 7

Notifica indirizzata all'Amministrazione

Il costruttore deve informare l'Amministrazione prima che inizi la produzione di ogni nuova serie di contenitori che deve essere costruita conformemente ad un tipo di costruzione approvato.

CAPITOLO III

NORME RELATIVE ALL'APPROVAZIONE INDIVIDUALE DEI CONTENITORI NUOVI

Norma n. 8

Approvazione individuale dei contenitori

L'Amministrazione, dopo aver proceduto al controllo ed aver assistito alle prove, può accordare l'approvazione individuale di contenitori quando ritiene che il contenitore è conforme alla norme

della presente Convenzione; quando l'Amministrazione ritiene che tale sia il caso, questa notifica il rilascio dell'approvazione per iscritto al richiedente; tale notifica autorizza quest'ultimo ad apporre sul contenitore una targa di approvazione ai fini della sicurezza.

CAPITOLO IV

NORME RELATIVE ALL'APPROVAZIONE DEI CONTENITORI ESISTENTI

Norma n. 9

Approvazione dei contenitori esistenti

1. Se, nei cinque anni che seguono la data di entrata in vigore della presente Convenzione, il proprietario di un contenitore esistente fornisce ad una Amministrazione le seguenti informazioni:

- a) data e luogo di costruzione;
- b) numero di identificazione attribuito dal costruttore al contenitore, ove tale numero esiste;
- c) massima massa lorda operativa;
- d) i) prova che tale tipo di contenitore è stato utilizzato in condizioni di sicurezza per i trasporti marittimi e/o terrestri, nel corso di un periodo di almeno due anni, o
ii) prova ritenuta soddisfacente dall'Amministrazione che il contenitore è stato fabbricato conformemente ad un tipo di costruzione sottoposto a prova e trovato conforme alle condizioni tecniche enunciate all'Allegato II ad eccezione delle condizioni tecniche relative alle prove di resistenza delle pareti di estremità e laterali, o
iii) prova che il contenitore è stato fabbricato conformemente a norme che siano ritenute, a giudizio dell'Amministrazione, equivalenti alle condizioni tecniche enunciate all'Allegato II, ad eccezione delle condizioni tecniche relative alle prove di resistenza delle pareti di estremità e laterali;
- e) carico di impilaggio ammissibile con 1,8 g (chilogrammi e libbre inglesi); e
- f) altre indicazioni richieste sulla targa di approvazione ai fini della sicurezza;

l'Amministrazione, previa ispezioni comunica per iscritto al proprietario se viene concessa l'approvazione; in caso affermativo, tale notifica autorizza il proprietario ad apporre la targa di approvazione ai fini della sicurezza dopo che sarà stato effettuato un esame del contenitore in questione conformemente alla Norma n. 2.

2. I contenitori esistenti, che non siano conformi alle condizioni previste per poter essere approvati in virtù del paragrafo 1. della presente Norma, possono essere presentati ai fini dell'approvazione alle condizioni previste nei capitali II e III del presente Allegato. Le disposizioni contenute nell'Allegato II relative alle prove di resistenza delle pareti di estremità e/o laterali non sono applicabili a tali contenitori. L'Amministrazione può, ove acquisisca la convinzione che tali contenitori sono stati in servizio, rinunciare, nella misura in cui essa lo ritenga opportuno, ad alcune richieste concernenti la presentazione di disegni e alle prove, fatta eccezione per le prove di sollevamento e di resistenza del fondo.

A P P E N D I C E

La targa di approvazione, ai fini della sicurezza, sarà conforme al modello qui appresso riprodotto. Essa dovrà essere di forma rettangolare, fissata stabilmente, resistente alla corrosione ed all'incendio e di dimensioni non inferiori a mm. 200 per 100 mm. Su di essa devono essere impresse,

incise o in rilievo o comunque indicate in modo da essere leggibili in permanenza, le parole « Approvazione CSC » ai fini della sicurezza » in caratteri di almeno 8 mm. di altezza; tutte le altre lettere e cifre devono avere almeno 5 mm. di altezza.

APPROVAZIONE CSC AI FINI DELLA SICUREZZA	
1	 [GB - L/749/2/7/75]
2	 DATA DI COSTRUZIONE.....
3	 NUMERO DI IDENTIFICAZIONE.....
4	 MASSIMA MASSA LORDA kg - lb
5	 CARICO AMMISSIBILE DI IMPILAGGIO CON 1,8 g kg - lb
6	 CARICO UTILIZZATO PER LA PROVA DI RIGIDITÀ kg - lb
7	
8	
9	

100 mm
VI

..... ≥ 200 mm

1) Paese che ha concesso l'approvazione ed estremi della stessa come indicati nell'esempio della prima riga (il paese che approva dovrebbe essere indicato almeno con il contrassegno distintivo utilizzato per indicare il paese di immatricolazione dei veicoli a motore nel traffico stradale internazionale).

2) Data (mese ed anno) di costruzione.

3) Numero di identificazione del contenitore assegnato dal costruttore o, nel caso dei contenitori esistenti di cui si ignori tale numero, il numero assegnato dall'Amministrazione.

4) Massima massa lorda operativa (chilogrammi e libbre inglesi).

5) Carico di impilaggio ammissibile, con 1,8 g. (chilogrammi e libbre inglesi).

6) Valore del carico per la prova di rigidità trasversale (chilogrammi e libbre inglesi).

7) La resistenza delle pareti di estremità deve essere indicata sulla targa solo nel caso in cui le pareti di estremità consentano di sopportare un carico inferiore o superiore a 0,4 volte il massimo carico utile ammissibile, cioè 0,4 P.

8) La resistenza delle pareti laterali deve essere indicata sulla targa solo nel caso in cui tali pareti consentano di sopportare un carico inferiore o superiore a 0,6 volte il massimo carico utile ammissibile, cioè 0,6 P.

9) Data (mese ed anno) del primo esame di manutenzione per i contenitori nuovi ed, eventualmente, data (mese ed anno) dei successivi esami di manutenzione.

ALLEGATO II

NORME DI COSTRUZIONE IN MATERIA DI SICUREZZA E PROVE

Introduzione

Le disposizioni del presente Allegato presuppongono che in nessuna fase dell'utilizzazione dei contenitori, gli sforzi dovuti ai movimenti, alla posizione, all'impilaggio ed al peso del contenitore caricato, nonché alle forze esterne, saranno superiori alla resistenza nominale del contenitore. Sono state tenute in particolare considerazione le seguenti ipotesi:

a) il contenitore deve essere fissato in modo da non essere sottoposto a forze superiori a quelle per le quali è stato progettato;

b) il carico trasportato all'interno del contenitore deve essere sistemato conformemente alle pratiche raccomandate per il tipo di trasporto considerato in modo da non esercitare sul contenitore forze superiori a quelle per le quali è stato progettato.

Costruzione

1. Deve essere ritenuto accettabile, dal punto di vista della sicurezza, ogni contenitore costruito con materiale appropriato che subisca in maniera soddisfacente le prove qui appresso indicate senza presentare in seguito deformazioni permanenti od anomalie che lo rendano inadatto all'uso al quale viene destinato.

2. Devono essere verificate le dimensioni, la posizione e le tolleranze corrispondenti dei blocchi d'angolo tenendo conto dei sistemi di sollevamento e di ancoraggio con i quali questi devono essere utilizzati.

3. Ogni contenitore provvisto di dispositivi particolari, che devono essere utilizzati solo quando è vuoto, deve portare un contrassegno indicante tale restrizione.

Carichi di prova e procedure di prova

Quando il modello di contenitore vi si presti, i seguenti carichi e procedure di prova saranno applicati a tutti i tipi di contenitori sottoposti alle prove:

CARICHI DI PROVA E FORZE APPLICATE	PROCEDURE DI PROVA
1. SOLLEVAMENTO	

Il contenitore, caricato col prescritto carico interno (*lest*), viene sollevato in modo tale che non vengano applicate apprezzabili forze di accelerazione. Dopo il sollevamento, il contenitore deve restare sospeso o sostenuto per 5 minuti e, successivamente, riposato sul suolo.

*A) SOLLEVAMENTO MEDIANTE BLOCCHI D'ANGOLO**CARICO ALL'INTERNO DEL CONTENITORE:*

Un carico uniformemente distribuito, tale che la massa totale del contenitore, ivi compreso il carico di prova, sia uguale a 2 R.

i) Sollevamento mediante blocchi d'angolo superiori:

Per i contenitori di lunghezza (nominale) superiore a 3.000 mm. (10 piedi), le forze di sollevamento devono essere applicate verticalmente su tutti e quattro i blocchi d'angolo superiori.

VII LEGISLATURA — DOCUMENTI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI

CARICHI DI PROVA E FORZE APPLICATE	PROCEDURE DI PROVA
	Per i contenitori di lunghezza (nominale) uguale o inferiore a 3.000 mm. (10 piedi), le forze di sollevamento devono essere applicate su tutti e quattro i blocchi d'angolo superiori in modo tale che ogni dispositivo di sollevamento formi un angolo di 30° con la verticale.
FORZE APPLICATE ALL'ESTERNO:	
In modo da sollevare la massa totale uguale a 2 R, conformemente alla procedura prescritta (sotto il titolo Procedura di prova).	ii) <i>Sollevamento mediante blocchi d'angolo inferiori:</i> Le forze di sollevamento devono essere applicate al contenitore in modo tale che i dispositivi di sollevamento agiscano solo sui blocchi d'angolo inferiori. Le forze di sollevamento devono essere applicate coi seguenti angoli sull'orizzontale: 30° per i contenitori di lunghezza (nominale) uguale o superiore a 12.000 mm. (40 piedi); 37° per i contenitori di lunghezza (nominale) uguale o superiore a 9.000 mm. (30 piedi), ma inferiore a 12.000 mm. (40 piedi); 45° per i contenitori di lunghezza (nominale) uguale o superiore a 6.000 mm. (20 piedi), ma inferiore a 9.000 mm. (30 piedi); 60° per i contenitori di lunghezza (nominale) inferiore a 6.000 mm. (20 piedi)
B) SOLLEVAMENTO MEDIANTE METODI CHE RICHIEDONO L'USO DI ALTRI DISPOSITIVI	
CARICO ALL'INTERNO DEL CONTENITORE:	
Un carico uniformemente distribuito tale che la massa totale del contenitore, e del carico di prova, sia uguale a 1,25 R.	
FORZE APPLICATE ALL'ESTERNO:	
In modo da sollevare la massa totale uguale a 1,25 R conformemente alla procedura prescritta (sotto il titolo Procedura di prova).	i) <i>Sollevamento dalle tasche per forche:</i> Il contenitore deve essere sistemato su barre sistemate in uno stesso piano orizzontale, essendo ciascuna barra centrata entro la rispettiva tasca usata per il sollevamento del contenitore carico. Le barre devono avere la stessa larghezza delle forche che si intendono usare per la movimentazione e devono estendersi all'interno delle tasche suddette per una lunghezza pari almeno al 75 % della profondità delle tasche stesse.
CARICO ALL'INTERNO DEL CONTENITORE:	
(Come sopra).	ii) <i>Sollevamento dalle portate per bilancino a braccia:</i> Il contenitore deve essere sistemato su supporti giacenti in uno stesso piano orizzontale, ciascuno in corrispondenza della rispettiva portata per bilancino a braccia. Questi supporti devono avere le stesse dimensioni dell'area di sollevamento dei bilancini a braccia che si intendono usare.
FORZE APPLICATE DALL'ESTERNO:	
(Come sopra).	iii) <i>Altri metodi:</i> Quando i contenitori sono stati progettati per essere sollevati, quando carichi, mediante altri metodi che non siano quelli indicati con A) o B) i) e ii), essi devono essere parimenti sottoposti a prova con carico interno e forze applicate dall'esterno corrispondenti alle condizioni di accelerazione che sono proprie di tali metodi.

VII. LEGISLATURA — DOCUMENTI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI

CARICHI DI PROVA E FORZE APPLICATE

PROCEDURE DI PROVA

2. IMPILAGGIO

1. Per quelle condizioni di trasporto internazionale in cui le massime forze di accelerazione verticale differiscono sensibilmente da 1,8 g., se il contenitore è effettivamente limitato a tali condizioni di trasporto, il carico di impilaggio può essere variato in rapporto alle effettive forze di accelerazione.

2. Al contenitore che ha superato questa prova può essere assegnato il carico statico ammissibile di impilaggio che deve essere indicato sulla Targa di approvazione ai fini della sicurezza in corrispondenza della voce « carico di impilaggio ammissibile con 1,8 g. (chilogrammi e libbre) ».

CARICO ALL'INTERNO DEL CONTENITORE:

Un carico uniformemente distribuito tale che la massa totale del contenitore, e del carico di prova, sia uguale a 1,8 R.

Il contenitore, con il prescritto *carico interno*, deve essere sistemato su quattro supporti livellati poggianti su una superficie rigida orizzontale, ciascuno sotto un blocco d'angolo inferiore o struttura di angolo equivalente. I supporti devono essere centrati sotto i blocchi d'angolo e devono avere approssimativamente la stessa superficie di questi.

FORZE APPLICATE ALL'ESTERNO:

In modo da sottoporre ciascuno dei quattro blocchi d'angolo superiori ad una forza verticale verso il basso uguale a $\frac{1}{4} \times 1,8 \times$ il carico statico di impilaggio ammissibile.

Ciascuna *forza applicata all'esterno* deve essere applicata a ciascun blocco d'angolo con l'intermediario di un corrispondente blocco d'angolo di prova o con l'intermediario di una piastra avente la stessa superficie. Il blocco d'angolo di prova o la piastra deve essere spostato rispetto al blocco d'angolo superiore del contenitore di 25 mm. (1 pollice) in senso laterale e 38 mm. (1 $\frac{1}{2}$ pollice) in senso longitudinale.

3. CARICHI CONCENTRATI

a) SUL TETTO

CARICO ALL'INTERNO DEL CONTENITORE:

Nessuno.

FORZE APPLICATE ALL'ESTERNO:

Un carico concentrato pari a 300 kg. (660 libbre) uniformemente distribuito su una superficie di 600 mm. $\times$ 300 mm. (24 pollici $\times$ 12 pollici).

Le forze applicate all'esterno devono essere applicate verticalmente verso il basso alla superficie esterna della parte meno resistente del tetto del contenitore.

b) SUL FONDO

CARICO ALL'INTERNO DEL CONTENITORE:

Due carichi concentrati, ciascuno pari a 2.730 kg. (6000 libbre) e ciascuno gravante sul pavimento del contenitore su un'area di contatto di 142 cm² (22 pollici quadrati).

La prova deve essere eseguita con il contenitore poggianti con i blocchi d'angolo inferiori su quattro supporti livellati in modo che la struttura della base del contenitore sia libera di inflettersi.

VII LEGISLATURA — DOCUMENTI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI

CARICHI DI PROVA E FORZE APPLICATE

PROCEDURE DI PROVA

Una apparecchiatura di prova deve essere caricata fino ad un peso pari a 5.460 kg. (12.000 libbre) e cioè 2.730 kg. (6.000 libbre) su ciascuna delle due superfici aventi, quando caricate, un'area totale di contatto di 284 cm² (44 pollici quadrati) e cioè 142 cm² (22 pollici quadrati) su ciascuna superficie. Ciascuna di queste deve avere una larghezza pari a 180 mm. (7 pollici) e la distanza tra i centri delle superfici deve essere pari a 760 mm. (30 pollici). Tale apparecchiatura di prova deve essere fatta scorrere sulla intera superficie del pavimento del contenitore.

FORZE APPLICATE ALL'ESTERNO:

Nessuna.

4. RIGIDITÀ TRASVERSALE

CARICO ALL'INTERNO DEL CONTENITORE:

Nessuno.

Il contenitore scarico deve essere sistemato su quattro supporti livellati, uno sotto ciascun blocco d'angolo inferiore, e deve essere assicurato contro i movimenti laterali e verticali per mezzo di ancoraggi disposti in modo che il riscontro laterale sia sostenuto soltanto dai blocchi d'angolo inferiori diagonalmente opposti a quelli cui sono applicate le forze.

FORZE APPLICATE ALL'ESTERNO:

In modo da esercitare una spinta laterale sulle strutture di estremità del contenitore. Le forze devono essere uguali a quelle per le quali il contenitore è stato progettato.

Le forze applicate all'esterno devono essere applicate separatamente o simultaneamente a ciascun blocco d'angolo superiore su un lato del contenitore, su linee parallele sia alla base che ai piani passanti per le estremità del contenitore. Le forze devono essere applicate, prima verso i blocchi d'angolo superiori e poi nel senso opposto. Nel caso di contenitori aventi estremità simmetriche rispetto all'asse verticale, la prova può essere effettuata su un solo lato, ma i contenitori con estremità asimmetriche devono essere provati su entrambi i lati.

5. BLOCCAGGIO LONGITUDINALE (PROVA STATICA)

All'atto della progettazione e costruzione dei contenitori deve essere tenuto presente che i contenitori, quando sono trasportati nelle varie modalità di trasporto terrestre, possono subire accelerazioni pari a 2 g. applicate orizzontalmente in direzione longitudinale.

CARICO ALL'INTERNO DEL CONTENITORE:

Un carico uniformemente distribuito, tale che la massa totale del contenitore e del carico di prova sia uguale alla massima massa lorda operativa o R.

Il contenitore, avente il carico interno prescritto, deve essere bloccato longitudinalmente fissando i due blocchi d'angolo superiori, o strutture d'angolo equivalenti, di una estremità ad adeguati punti di ancoraggio.

VII LEGISLATURA — DOCUMENTI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI

CARICHI DI PROVA E FORZE APPLICATE

PROCEDURE DI PROVA

FORZE APPLICATE ALL'ESTERNO:

In modo da sottoporre ciascun lato del contenitore a forze longitudinali di compressione e di trazione pari a R e cioè una forza totale pari a $2R$ sulla base del contenitore nel suo insieme.

Le forze applicate all'esterno devono essere applicate prima verso i punti di ancoraggio e poi nel senso opposto. La prova deve essere effettuata su ciascun lato del contenitore.

6. PARETI DI ESTREMITÀ

Le pareti di estremità devono essere in grado di sopportare un carico non inferiore a 0,4 volte il massimo carico utile ammissibile. Tuttavia, se le pareti di estremità sono progettate per sopportare un carico minore o maggiore di 0,4 volte il massimo carico utile ammissibile, tale fattore di resistenza deve essere indicato sulla targa di approvazione ai fini della sicurezza, in conformità alla norma 1 dell'Allegato I.

CARICO ALL'INTERNO DEL CONTENITORE:

In modo da sottoporre l'interno di una parete di estremità ad un carico uniformemente distribuito pari a $0,4 P$, ovvero quel carico per cui il contenitore può essere stato progettato.

Il carico interno prescritto deve essere applicato come segue: devono essere provate entrambe le estremità del contenitore, eccettuato il caso in cui esse siano identiche, nel qual caso la prova può essere effettuata solo su una di esse. Le pareti di estremità dei contenitori che non hanno lati aperti o porte laterali, possono essere provate separatamente o contemporaneamente. Le pareti di estremità dei contenitori che hanno lati aperti o porte laterali devono essere provate separatamente. Quando le estremità sono provate separatamente, le reazioni alle forze applicate alle pareti di estremità devono essere limitate alla struttura della base del contenitore.

FORZE APPLICATE ALL'ESTERNO:

Nessuna.

7. PARETI LATERALI

Le pareti laterali devono essere in grado di sopportare un carico non inferiore a 0,6 volte il massimo carico utile ammissibile. Tuttavia se le pareti laterali sono progettate per sopportare un carico minore o maggiore di 0,6 volte il massimo carico utile ammissibile, tale fattore di resistenza deve essere indicato sulla targa di approvazione ai fini della sicurezza, in conformità alla norma 1 dell'Allegato I.

CARICO ALL'INTERNO DEL CONTENITORE:

In modo da sottoporre l'interno di una parete laterale a un carico uniformemente distribuito pari a $0,6 P$, ovvero quel carico per cui il contenitore può essere stato progettato.

Il carico interno prescritto deve essere applicato come segue: entrambi i lati del contenitore devono essere provati eccettuato il caso in cui i lati siano identici, nel qual caso la prova può essere effettuata solo su di un lato.

Le pareti laterali devono essere provate separatamente e le reazioni al carico interno devono essere limitate ai blocchi d'angolo o equivalenti strutture d'angolo. I contenitori a tetto aperto devono essere provati nelle condizioni di esercizio per cui sono stati progettati, per esempio con le strutture amovibili del tetto nella loro posizione.

FORZE APPLICATE ALL'ESTERNO:

Nessuna.